

LIBERER LE POTENTIEL DU FINANCEMENT DE L'EMERGENCE DES ECONOMIES AFRICAINES

17 novembre 2014, 18h-20h

Centre Sèvres, Paris

L'économie africaine a réalisé des performances encourageantes au cours des dernières années. Son cadre macroéconomique a été assaini et ses perspectives de croissance sont très prometteuses. Mais son système financier demeure largement dominé par le système bancaire. Or, les systèmes financiers sont généralement non liquides, très court-termistes ou coûtent très cher. Faute de ressources longues suffisantes, ce système peine à financer convenablement le développement économique. Les entreprises demeurent fortement tributaires du financement bancaire.

Pour animer des économies, les banques centrales des pays africains n'ont eu pour corde à leur arc que la création de bourses de valeurs mobilières, perfusant ainsi des liquidités salvatrices à l'endroit de leurs activités économiques. Ainsi, les Bourses sur le continent sont souvent publiques. Les raisons de cet essor tiennent aux différentes vagues de privatisation qu'a connues le continent de même qu'à une plus grande stabilité politique et macroéconomique.

D'une douzaine en 1990, le nombre des marchés financiers africains est passé à 23 en 2012. Plus de 2/3 des pays africains sont actuellement couverts par une bourse locale ou régionale, avec en tête de liste : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, le Nigéria et le Kenya. La région de l'Afrique de l'Est et de l'Océan indien a cinq bourses (Kenya, l'Île Maurice, Tanzanie, Ouganda, Soudan et le Rwanda). L'Afrique australe compte huit bourses notamment en Afrique du Sud, au Botswana, au Malawi, en Namibie, au Swaziland, en Zambie, au Mozambique et au Zimbabwe. En Afrique centrale, Douala Stock Exchange (Cameroun) continue de marquer ses points. D'autres bourses de valeurs mobilières cherchent ancrage institutionnel régional et international. Le continent compte parmi ces bourses deux bourses régionales : la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à Abidjan et la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) à Libreville. Les chefs d'État d'Afrique de l'Est et leurs partenaires privés ont officiellement lancé l'East African Exchange (EAX), une nouvelle bourse régionale des matières premières à Kigali en juillet 2014.

En dépit d'une progression remarquable, les marchés africains ne sont pas encore murs et ce, en dépit des avantages qu'ils peuvent avoir. La croissance de la capitalisation boursière du continent dépendra de l'augmentation du nombre de bourses intégrés, mais aussi par deux autres facteurs. D'abord, la taille de nouvelles compagnies qui choisissent d'entrer en bourse est relativement plus imposante, particulièrement en Afrique australe et en Afrique Nord, ce qui augmente la valorisation relative des bourses concernées. Ensuite, il y a un regain d'activités des investisseurs, surtout étrangers, sur les marchés africains à forte capitalisation et/ou à fort volume d'opérations comme l'Afrique du Sud et l'Égypte.

La Bourse des valeurs mobilières est incontestablement une source alternative de financement pour le secteur public et privé et crée les conditions d'une attraction des entreprises pour les capitaux nationaux, régionaux et même internationaux. Un des facteurs les plus déterminants du développement d'un marché financier réside dans sa capacité à drainer des ressources longues au profit des entreprises à un coût compétitif comparé à celui du financement bancaire.

Hors Afrique du Sud, les marchés financiers africains restent très peu développés malgré la nette progression remarquable. Ils sont d'abord très limités en actifs. Si le nombre d'entreprises cotées en Afrique a aujourd'hui atteint 2000, l'Inde en compte 3500 et la Chine, 1700. Le nombre de sociétés

ayant recours à ces marchés pour se financer reste donc relativement faible. Pour l'écrasante majorité de ces bourses, la capitalisation est faible. Le constat établi sur le fonctionnement du marché financier en Afrique montre que celui-ci n'est pas intégré. La coexistence de plusieurs marchés boursiers se heurte aujourd'hui au handicap de l'étroitesse desdits marchés qui ne profitent guère des avantages d'économies d'échelle qu'apporterait la consolidation des places boursières. En outre, le faible nombre d'opérations réalisées à ce jour sur ces marchés soulève à nouveau la question de la viabilité de ces structures boursières. Une situation paradoxale mais expliquée par des distorsions liées à une fiscalité non harmonisée des valeurs mobilières. Avec la crise financière, la question d'un projet panafricain, déjà étudié en 2008 par l'Union africaine (UA), a ressurgi.

Comment moderniser l'infrastructure des bourses de valeurs mobilières pour améliorer leur liquidité, leur attractivité ainsi que leur positionnement international ? Comment accroître leur visibilité régionale et internationale et développer davantage la culture boursière au sein de l'Afrique ? Comment optimiser l'attraction des fonds d'investissements (*private equity funds*) pour la réalisation de leur sortie par le marché ? Il importe donc d'identifier les facteurs bloquant leur développement, et du coup, ceux concourant à leur décollage. Cette conférence vise à en dresser un bilan et à soulever la problématique de son développement en vue d'accroître l'impact de ce marché financier dans la dynamique de financement des économies de l'Afrique.

PROGRAMME

LES BOURSES DES VALEURS MOBILIERES, OU MODE DE FINANCEMENT ALTERNATIF DES ECONOMIES AFRICAINES FRANCOPHONES SUBSAHARIENNES : LE DU CAMEROUN

Modérateur : Jean Baptiste HARELIMANA, coordinateur du Pôle économie de l'IAM

Monsieur Mathurin DOUMBE, Président du C A de la Société Générale de Banques au Cameroun, ancien Directeur général de Douala Stock Exchange.